

<b>DÉLIBÉRATION n° 2022/017</b>
---------------------------------

L'an deux mille vingt deux et le 25 Janvier à 19 heures 30 minutes, le **Conseil Municipal de LANNEMEZAN**, légalement convoqué le 19 Janvier 2022, s'est réuni en session ordinaire dans la salle des mariages, sous la présidence de Monsieur Bernard PLANO, Maire.

**Présents** : Mesdames et Messieurs Gisèle ROUILLON, Pierre DUMAINE, Carine VIDAL, Robert MONZANI, Jean-Marie DA BENTA, Jean-Claude SUBIAS, Jean-Marc BABOU, Jean-Pierre CABOS, Patrice ABADIE, Pascal AUDIC, Frédéric SIBOUT, Sandrine DURAN, Marie-France RUFFAT, Jacqueline ALFONZO, Stéphanie LAGLEIZE, Nicolas TOURON, Joël MANO, Laurent LAGES, Stéphanie NOGUES et Rony BARTHE.

**Procurations** : Sylvie ORTEGA à Stéphanie NOGUES, Ingrid ROUZAUD à Stéphanie LAGLEIZE, Florence CLARENS à Gisèle ROUILLON, Maurine FOSSAT à Bernard PLANO, Cindy SIBE à Carine VIDAL, Françoise PIQUE à Jean-Marie DA BENTA et Philippe LACOSTE à Laurent LAGES.

**Absente** : Isabelle ORTE.

**Secrétaire de séance** : Pierre DUMAINE.

**Objet : Occupation du domaine public : Etablissement d'un règlement**

Le domaine public routier est inaliénable et que ce caractère est imprescriptible. Le domaine public est par définition destiné à un usage commun et toute utilisation à titre privé est dite "anormale".

Conformément au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), plusieurs principes régissent l'occupation du domaine public :

- Nul ne peut occuper une dépendance du domaine public sans titre l'y autorisant (article L 2122-1 CG3P).
- L'occupation ou l'utilisation du domaine public ou de ses dépendances ne peut être que temporaire (article L 2122-2 CG3P).
- L'autorisation d'occupation présente un caractère précaire et révocable (article L2122-3 CG3P).
- Toute occupation ou utilisation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance sauf cas de dérogation fixés par la loi (article L 2125-1 CG3P).

Afin de pouvoir avoir une bonne gestion et une cohérence dans le traitement des différentes demandes qui sont adressées à la collectivité, un document a été préparé et discuté en commission travaux, infrastructures et urbanisme afin de fixer les règles administratives, techniques et financières régissant les différentes occupations du domaine public.

Le présent règlement d'occupation du domaine public, annexé ci-joint, précise donc les conditions dans lesquelles sont autorisées, sur la voie publique, les installations de mobiliers de terrasse, étalages, jardinières, panneaux sur pieds, présentoirs et tout autre attribut en lien avec une activité commerciale.

Il sera applicable sur l'ensemble du territoire de la Ville de Lannemezan.

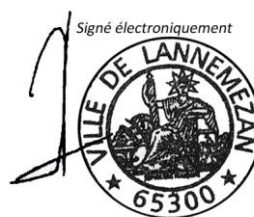
**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

- le Maire entendu, après en avoir délibéré et à l'unanimité des votants,

**DECIDE**

➤ d'approuver et rendre applicable le règlement d'occupation du domaine public tel que présenté.

Pour copie conforme,  
Le Maire



Affiché le 03 février 2022